

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947

57 (28.2.1947)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations, Annonces légales	Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen, Amtl. Veröffentlichungen, Öffentl. Zustellung
---	--

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.
Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration | Leitung, Redaktion, Verwaltung
Journal Officiel, 2 Bäderstraße, Baden-Baden.

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks. Annonces légales : 3 pfg. la ligne.
Abonnement : 25 Blätter : 10 M. Öffentliche Zustellung die Zeile 3 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue | **Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen**

SOMMAIRE	Pages	INHALT	Seite
Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne		Verordnungen, Verfügungen und Bestimmungen des Commandement en Chef Français en Allemagne	
Ordonnance No 78 du 18 Février 1947, mettant en liquidation la Reichsbank et prescrivant la création des Banques Centrales Provinciales dans la Zone Française d'Occupation	575	VERORDNUNG Nr. 78 vom 18. Februar 1947 über Liquidierung der Reichsbank und Errichtung von Landeszentralbanken in der Zone Française d'Occupation	575
Arrêté No 200 de l'Administrateur Général en date du 18 Février 1947 réglementant l'organisation et le fonctionnement du Comité de Coordination des Banques Centrales de Land pour la Zone Française d'Occupation	577	VERFUGUNG Nr. 200 des Administrateur Général vom 18. Februar 1947 über die Organisation und die Tätigkeit des Koordinationskomités der Landeszentralbanken der Zone Française d'Occupation	577
Annonces Légales	578	Öffentliche Zustellungen	578

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 78

mettant en liquidation la Reichsbank et prescrivant la création de banques centrales provinciales dans la Zone Française d'Occupation.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,
Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,
Vu l'Ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 28 Juillet 1945, maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié.

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 78

über die Liquidierung der Reichsbank und Errichtung von Landeszentralbanken in der Zone Française d'Occupation.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,
Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Jull 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié concernant le blocage et le contrôle des biens,

Vu la loi No 53 du Commandement Suprême Interallié concernant le Contrôle des Changes,

Vu l'Ordonnance No 5 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 4 Septembre 1945, concernant le Contrôle de l'Economie allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

Sur la proposition de l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ART. 1. — En vue d'assurer la décentralisation économique en Zone Française d'Occupation et d'obtenir une meilleure distribution régionale du Crédit :

La Reichsbank dans la Zone Française d'Occupation sera mise en liquidation à la date du 28 Février 1947.

ART. 2. — A partir du 1er Mars 1947, la Direction de la Reichsbank pour la Zone Française d'Occupation créée par Arrêté No 41 de l'Administrateur Général en date du 5 Février 1946, sera transformée en service de liquidation de la Reichsbank. Pour les besoins de la liquidation, elle sera habilitée à donner des instructions aux comptoirs précédemment administrés par elle.

ART. 3. — Dans chaque province de la Zone Française d'Occupation des mesures législatives prises par les autorités allemandes créeront à la date du 1er Mars 1947 une banque centrale du Land dont la compétence territoriale coïncidera exactement avec les limites actuelles de la province.

Ces mesures législatives régleront la forme juridique de cette institution, ses fonctions, son organisation administrative, la formation de son capital, la répartition de ses bénéfices, les conditions d'établissement de son bilan annuel et de ses situations mensuelles ainsi que les dispositions diverses et transitoires.

ART. 4. — La Banque Centrale de Land acquerra les actifs mobiliers et immobiliers et prendra en charge les passifs de tous les comptoirs de la Reichsbank situés dans les limites territoriales du Land, à l'exception de certains postes actuellement irrécouvrables qui seront gérés par le service de liquidation de la Reichsbank.

ART. 5. — Chaque banque centrale sera intermédiaire agréé pour les opérations de change dans les mêmes conditions que la Reichsbank, et conformément à la réglementation des Changes.

ART. 6. — Un organe commun aux Banques Centrales de Land, portant le nom de Comité de Coordination de Banques Centrales de Land sera créé à titre provisoire en vue de coordonner la politique de la monnaie et du crédit dans la Zone Française d'Occupation.

ART. 7. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 18 Février 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen,

Gesetz Nr. 53 des Commandement Suprême Interallié über Devisenbewirtschaftung,

Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 4. September 1945 über Kontrolle der deutschen Wirtschaft in der Zone Française d'Occupation

folgende

VERORDNUNG.

Artikel 1. Zwecks wirtschaftlicher Dezentralisierung in der Zone Française d'Occupation sowie zwecks Verbesserung der Kreditverteilung in den einzelnen Ländern tritt die Reichsbank in der Zone Française d'Occupation am 28. Februar 1947 in Liquidation.

Artikel 2. Mit Wirkung vom 1. März 1947 wird die durch Verfügung Nr. 41 des Administrateur Général vom 5. Februar 1946 errichtete Direktion der Reichsbank für die Zone Française d'Occupation in einen Liquidationsdienst der Reichsbank umgewandelt. Sie ist befugt, den bisher von ihr verwalteten Nebenstellen für die Zwecke der Liquidation Anweisungen zu erteilen.

Artikel 3. In jedem Land der Zone Française d'Occupation ist am 1. März 1947 von den deutschen Behörden im Wege der Gesetzgebung eine Landeszentralbank zu errichten, deren örtlicher Wirkungskreis genau mit dem gegenwärtigen Gebiet des Landes übereinstimmt.

Die zu treffenden gesetzlichen Bestimmungen haben die rechtliche Form der Bank, ihre Tätigkeit, die Organisation ihrer Verwaltung, die Bildung ihres Kapitals, die Verteilung ihres Reingewinns, die Art der Aufstellung ihrer Jahresbilanz und der Monatsausweise über ihre Geschäftslage zu regeln sowie allgemeine und Übergangsbestimmungen zu erlassen.

Artikel 4. Die Landeszentralbank erwirbt die Aktiven (bewegliches und unbewegliches Vermögen) aller innerhalb des Landes gelegenen Reichsbanknebenstellen und übernimmt deren Passiven mit Ausnahme gewisser gegenwärtig nicht eintreibbarer Posten, mit denen sich der Liquidationsdienst der Reichsbank zu befassen hat.

Artikel 5. Jede Zentralbank wird in derselben Weise wie die Reichsbank und nach Maßgabe der Devisenordnung die zugelassene Vermittlungsstelle für Devisenoperationen sein.

Artikel 6. Im Interesse einheitlicher Handhabung der Geld- und Kreditpolitik in der Zone Française d'Occupation wird unter dem Namen „Koordinationskomite der Landeszentralbanken“ ein vorläufiger, gemeinschaftlich für alle Zentralbanken bestimmter Organismus geschaffen.

Artikel 7. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz in der Zone Française d'Occupation durchzuführen.

BADEN-BADEN, den 18. Februar 1947.

Le Général d'Armée Koenig
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

ARRÊTÉS (Verfügungen)

ARRÊTÉ No 200

de l'Administrateur Général réglementant l'organisation et le fonctionnement du Comité de Coordination des Banques Centrales de Land pour la Zone Française d'Occupation.

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945.

Vu l'Ordonnance No 1 du Commandement en Chef Français en Allemagne en date du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié.

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié concernant le blocage et le Contrôle des Biens.

Vu la loi No 53 du Commandement Suprême Interallié concernant le Contrôle des Changes.

Vu l'Ordonnance No 5 du Commandement en Chef Français en Allemagne en date du 4 Septembre 1945 concernant le contrôle de l'Économie allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation.

Vu l'arrêté No 41 de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation réglementant l'organisation et le fonctionnement de la Direction de la Reichsbank dans la Zone Française d'Occupation.

Vu l'Ordonnance No 78 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne mettant en liquidation la Reichsbank et prescrivant la création de Banques Centrales Provinciales dans la Zone Française d'Occupation.

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances.

Le Comité Juridique entendu,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 — En vue de coordonner la politique de la monnaie et du crédit de la Zone Française d'Occupation : Un Comité de Coordination des Banques Centrales de Land sera créé, à titre provisoire à dater du 1er Mars 1947.

ARTICLE 2 — Les fonctions de ce Comité de Coordination seront les suivantes :

- a) — fixer les taux d'escompte et d'intérêt.
- b) — déterminer les pourcentages des réserves obligatoires minima que les établissements de crédit seront tenus de maintenir en comptes courants dans les Banques Centrales.
- c) — coordonner la politique sur le marché libre (Open. Market)
- d) — effectuer les opérations de compensation des règlements par chèques et virements entre les Länder de la Zone Française d'occupation et réglementer les opérations de transfert avec les autres Länder allemands dans le cadre des accords interzones.
- e) — centraliser les situations comptables et les statistiques financières des Banques Centrales pour toute la Zone Française d'Occupation.

VERFUGUNG Nr. 200

des Administrateur Général über die Organisation und die Tätigkeit des Koordinationskomites der Landeszentralbanken der Zone Française d'Occupation.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen,

Gesetz Nr. 53 des Commandement Suprême Interallié über Devisenbewirtschaftung,

Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 4. September 1945 über Kontrolle der deutschen Wirtschaft in der Zone Française d'Occupation,

Verfügung Nr. 41 des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire über Organisation und Betrieb der Direktion der Reichsbank in der Zone Française d'Occupation,

Verordnung Nr. 79 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne über Liquidierung der Reichsbank und Errichtung von Landeszentralbanken in der Zone Française d'Occupation,

folgende

VERFUGUNG.

Artikel 1. Im Interesse einheitlicher Handhabung der Geld- und Kreditpolitik der Zone Française d'Occupation wird mit Wirkung vom 1. März 1947 ein Koordinationskomite der Landeszentralbanken von vorübergehender Dauer errichtet.

Artikel 2. Das Koordinationskomite hat folgende Tätigkeit :

- a) die Diskont- und Zinssätze festzusetzen,
- b) den Prozentsatz des Mindestbetrages der Pflichtreserven zu bestimmen, den die Kreditinstitute auf ihrem Konto-Korrent bei den Zentralbanken bestehen lassen müssen,
- c) die Politik auf dem freien Markt (Open. Market) zu vereinheitlichen,
- d) die Kompensationsabwicklungen im Scheck- und Überweisungsverkehr zwischen den einzelnen Ländern der Zone Française d'Occupation durchzuführen und die Transferoperationen mit anderen deutschen Ländern im Rahmen der Interzonenabkommen abzuwickeln,
- e) die Rechnungsausweise und Finanzstatistiken für die ganze Zone Française d'Occupation zu zentralisieren,
- f) allgemein sich mit dem Studium aller auf wirtschaftlichem Gebiet liegender Fragen zu beschäftigen, die länderspezifisch nicht geregelt werden können.

f) — en général étudier le règlement de toutes les questions d'ordre économique qui ne peuvent recevoir de solution à l'échelon Land.

ARTICLE 3 — Le Comité de Coordination se composera :

- 1) — Des Directeurs généraux des Banques Centrales des Länder.
- 2) — Des Chefs de l'Autorité Allemande de Contrôle du Crédit et des Banques de chaque Land.
- 3) — De membres représentant les Conseils d'Administration des Banques Centrales des Länder à raison de un membre par Banque désigné pour un an par le Conseil d'Administration intéressé.

Le Président du Comité de Coordination sera élu pour un an parmi les membres du Conseil à la majorité des votes exprimés.

ARTICLE 4 — Le Comité de Coordination se réunira au moins une fois par mois. Il pourra se réunir en sessions extraordinaires sur convocation du Président et sur demande de la majorité des membres.

Les décisions ou avis du Comité de Coordination seront pris à la majorité des votes exprimés. En cas de partage des voix, celle du Président sera prépondérante.

Pour être valables, les délibérations devront réunir un quorum des deux tiers des membres.

ARTICLE 5 — Un bureau permanent composé d'Agents mis à la disposition du Comité de Coordination par les Banques Centrales sera chargé de la préparation des séances, de l'établissement des procès-verbaux, de la réception et l'envoi du courrier, de la transmission des décisions et des recommandations aux Banques Centrales intéressées, de la mise à jour des situations comptables et des statistiques financières pour la Zone Française d'Occupation, de la conservation des archives.

ARTICLE 6 — Le siège du Comité de Coordination sera installé à SPIRE ou ultérieurement dans toute autre ville. Les frais de fonctionnement du Comité de Coordination seront répartis entre les Banques Centrales des Länder de la Zone Française d'Occupation, proportionnellement au nombre de leurs succursales.

ARTICLE 7 — Le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 18 Février 1947

L'Administrateur Général
E. LAFFON

Artikel 3. Das Koordinationskomitee setzt sich zusammen aus:

1. den Generaldirektoren der Landeszentralbanken,
2. den Leitern der deutschen Behörden für die Kontrolle des Kredit- und Bankwesens in den einzelnen Ländern,
3. aus Mitgliedern, die den Verwaltungsrat der Zentralbanken der einzelnen Länder vertreten; der Verwaltungsrat einer jeden Bank bestimmt ein Mitglied für die Dauer eines Jahres.

Der Präsident des Koordinationskomitees wird von den Verwaltungsratsmitgliedern nach Stimmenmehrheit auf ein Jahr gewählt.

Artikel 4. Das Koordinationskomitee tritt mindestens einmal im Monat zusammen. Es kann auf Einberufung durch den Präsidenten oder auf Antrag der Mehrheit seiner Mitglieder zu außerordentlichen Sitzungen zusammentreten.

Die Beschlüsse und die Stellungnahmen des Koordinationskomitees werden nach Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt. Im Falle der Stimmengleichheit gibt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

Beschlüsse bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Anwesenheit von mindestens zwei Dritteln der Mitglieder.

Artikel 5. Ein ständiges Büro, bestehend aus Beamten, die dem Koordinationskomitee von den Zentralbanken zur Verfügung gestellt werden, hat die Aufgabe, die Sitzungen vorzubereiten, die Protokolle aufzustellen, die Post in Empfang zu nehmen und abzusenden, die Beschlüsse und Empfehlungen den in Betracht kommenden Zentralbanken zu übermitteln, die Rechnungsausweise und Finanzstatistiken für die Zone Française d'Occupation auf dem laufenden zu halten, die Archive aufzubewahren.

Artikel 6. Der Sitz des Koordinationskomitees wird in Speyer errichtet und kann später in eine andere Stadt verlegt werden. Die Betriebskosten des Koordinationskomitees werden auf die Zentralbanken der Länder der Zone Française d'Occupation verteilt und zwar im Verhältnis der Anzahl ihrer Nebenstellen.

Artikel 7. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 18. Februar 1947.

Der Administrateur Général
E. LAFFON.

Bekanntmachung

Bei der Firma Gebrüder Wandesleben, Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Stromberg/Hunsrück, — H. R. B.11 — ist am 4. Februar 1947 eingetragen worden:

Dem Kaufmann Karl Kolf in Stromberg/Hunsrück ist Gesamtprokura erteilt worden mit der Maßgabe, daß er zur Vertretung der Gesellschaft nur in Gemeinschaft mit dem Geschäftsführer berechtigt ist.

Durch Verfügung des Administrateur Sèquestre de l' I. G. Farbenindustrie vom 29. Oktober 1946 ist der Direktor Jakob Palm in Stromberg/Hunsrück zum Geschäftsführer bestellt, und zwar mit der Maßgabe, daß er die Gesellschaft nur gemeinschaftlich mit einem Prokuristen vertreten kann.

Die Vertretungsbefugnis der beiden Geschäftsführer Max Bachmann und Paul Knoblich ist erloschen.

Stromberg/Hunsrück.

Amtsgericht.